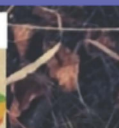


Rapport de recherche  
Aout 2022

# Économies paysannes solidaires et alternatives Colombie - Québec : Vers la construction d'une route d'économie solidaire entre des paysans québécois et colombiens

Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert - CAPMO

Auteur.e.s :  
Gabriela Manrique Rueda  
Mario Gil Guzman  
Yves Carrier



Carrefour d'animation et participation à un monde ouvert, CAPMO

Site Web [capmp.org](http://capmp.org),

Contact: [Solidarite.interculturelle@capmo.org](mailto:Solidarite.interculturelle@capmo.org)

Comment citer :

Manrique Rueda, Gabriela; Gil Guzman, Mario; Carrier, Yves. (2022). Économies paysannes solidaires et alternatives Colombie- Québec : vers la construction d'une route d'économie solidaire entre les paysans québécois et colombiens. Québec, CAPMO.

Ce travail a été possible grâce au financement du ministère de Relations internationales et de la francophonie du Québec. Toutes les affirmations sont sous la responsabilité des auteur.e.s.

## Table des matières

<b>Introduction.....</b>	<b>3</b>
<b>1.L'économie paysanne solidaire et alternative au Québec et en Colombie .....</b>	<b>6</b>
1.1. Bases théoriques de l'économie solidaire en Amérique Latine .....	6
1.2. Contexte de l'économie rurale en Colombie .....	8
1.3. Contexte de l'agriculture au Québec.....	9
<b>2. Recherche avec des agriculteurs en Colombie et au Québec : apprentissages .....</b>	<b>10</b>
2.1. Expériences d'économie rurale solidaire en Colombie.....	10
<b>Changements de l'économie paysanne en Colombie au cours des 30 dernières années .....</b>	<b>11</b>
L'utilisation d'agro-chimiques et les grandes fédérations.....	12
Le rôle de l'économie solidaire dans la lutte contre les changements climatiques .....	12
Le rôle des organisations dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.....	12
Les difficultés de semer biologique .....	13
Problèmes liés à la production et à la commercialisation .....	13
<b>2.2. Expériences d'économie rurale solidaire au Québec.....</b>	<b>14</b>
Comment est née cette expérience?.....	14
L'origine de la pratique de l'agriculture organique au Québec .....	15
La pandémie .....	15
<b>Entrevue avec un dirigeant de l'Union Paysanne .....</b>	<b>17</b>
L'Union paysanne et ses relations internationales.....	17
Quelles sont vos pratiques agricoles ?.....	18
La différence entre les formes de production industrielle et vos pratiques. ....	19
Le compost et les pratiques circulaires.....	19
Les enjeux de la commercialisation .....	20
Le monopole syndical empêche les fermes maraîchères et alternatives d'avoir accès aux subventions du gouvernement .....	21
<b>3. Colloque économie rurale solidaire et alternative Québec-Colombie .....</b>	<b>21</b>
<b>3.1. Conférences des organisations.....</b>	<b>21</b>
3.1.1. L'Union paysanne .....	21
3.1.2. Le Réseau des fermiers de famille au Québec et la Coopérative pour l'agriculture de proximité écologiques (CAPÉ).....	23
3.1.3. L'Association de femmes paysannes de Cerrito - Santander (ASOMUARCE).....	25
3.1.4. Tierra libre .....	26
<b>3.2. Discussions avec les participants.....</b>	<b>31</b>
<b>3.3. Propositions d'actions de solidarité entre les organisations Québec-Colombie.....</b>	<b>34</b>
<b>Références : .....</b>	<b>36</b>

## Introduction

Le CAPMO est un carrefour d'actions et de réflexions ainsi qu'un organisme d'éducation populaire autonome basé à la ville de Québec. En 2020, le CAPMO a répondu à l'appel à projets Québec-Colombie 2020-2021 du ministère des Relations internationales et de la francophonie du Québec. Le projet intitulé ***Vers la construction d'une route d'économie solidaire entre des paysans québécois et colombiens*** avait un double objectif. Le premier objectif était de réaliser une recherche qui explore le concept de l'économie solidaire à partir d'une enquête d'expériences en économie rurale solidaire et alternative auprès de paysans ou petits agriculteurs au Québec et en Colombie. Le deuxième objectif était de réaliser un colloque virtuel qui permette un premier échange entre des organisations paysannes des deux pays afin de partager des expériences, des savoirs, des pratiques, des enjeux, des apprentissages et ainsi de suite. L'idée était que le colloque puisse permettre de commencer à développer des liens de solidarité entre les organisations et que cela soit à la base de futurs échanges que ce soit en matière de savoirs et formations, techniques, culturels ou encore économiques. Ce projet a été réalisé en partenariat avec l'organisme Campesina digna en Colombie et en collaboration avec l'Union paysanne au Québec. Des membres des organismes Campesina digna, Asociacion de mujeres del Cerrito - Santander (ASOMUARCE), Arte Lana, de Tierra libre, de l'Union paysanne et de la Coopérative de proximité des producteurs écologiques (CAPÉ) ont participé à la recherche et au colloque.

Nous sommes fiers de vous présenter le rapport Économies paysannes solidaires et alternatives Colombie - Québec : ***Vers la construction d'une route d'économie solidaire entre des paysans québécois et colombiens***. Ce fut toute une histoire d'amour, nous avons découvert comment l'économie solidaire paysanne est à l'avant-garde en tant qu'alternative pour contrer les changements climatiques, régénérer l'esprit communautaire et nourrir les populations locales avec des produits de grande qualité. Le modèle de développement actuel exploite les ressources naturelles et la vie des populations. Les intérêts financiers déplacent les communautés qui étaient gardiennes de territoires stratégiques pour l'humanité, comme l'Amazonie, le Pacifique, les forêts boréales, le centre de l'Afrique. La Terre se trouve au cœur de cette souffrance et nous avons besoin d'idées novatrices.

L'économie solidaire, populaire et alternative, n'est pas une invention des intellectuels. Ce sont des pratiques utilisées par les peuples depuis des siècles pour soutenir leurs communautés et leurs familles. C'est solidaire car ils ne recherchent pas l'accumulation ni à avoir le monopole de la production. C'est populaire car ce sont des connaissances qui proviennent des peuples. Lorsque cette économie est prise par les grandes multinationales, elle cesse d'être considérée comme populaire. Il ne s'agit pas uniquement du commerce local, c'est un moyen de survivre pour des centaines de millions de personnes. La vente de bonbons aux coins des rues, des produits fabriqués par les gens eux-mêmes, la vente sur les marchés traditionnels, l'échange, le troc, la petite vente, ce sont des alternatives parce que c'est différent du système prédominant. C'est un ensemble de formes d'organisation qui défendent les valeurs de la solidarité, de la coopération, de l'équité, du travail partagé, de la démocratie, de la sauvegarde de l'environnement en passant par une relation équilibrée entre les êtres humains et la nature.

Le projet visait à favoriser la coopération éducative, culturelle et commerciale entre des associations paysannes de Colombie et du Québec. C'est ce qui a été fait par la mise en réseau des organisations participantes avec l'idée d'organiser une deuxième partie du projet qui viserait la réalisation d'échanges et de stages entre ces différents partenaires. Le projet visait également la rédaction de ce rapport qui recense le travail effectué pendant un an et demi de recherche, de visites de fermes, d'entrevues avec les acteurs et actrices du milieu. Le colloque fut riche en échanges d'expériences. Ce dernier a eu lieu le 18 et 19 mars 2022. Les participant.es ont exprimé leur appréciation quant à la qualité des propos entendus et signalé des pistes d'apprentissages éventuelles qui pourront être mises en place dans les différents milieux. Enfin, le dernier objectif était de mettre en réseaux des organismes qui travaillent dans un esprit différent de celui du secteur agro-industriel en ayant à cœur les conditions de vie des petits agriculteurs, agricultrices, dans un mode de production à échelle humaine, où la qualité et la diversité des produits offerts localement priment sur la quantité, où les relations humaines avec la communauté locale et entre les petits producteurs s'avèrent primordiales à la régénérescence du tissu social, et où la relation à la terre et à la préservation des ressources demeurent un souci constant. Au cours de cette démarche, nous sommes parvenus à identifier des expériences d'éducation populaire qui renforcent l'engagement des communautés envers les différents projets d'autonomie alimentaire, des expériences qui tiennent compte de la nécessité de construire une autre culture autour de la pratique de l'agriculture et de la relation à l'environnement.

Ce sont des objectifs ambitieux qui ont été atteints grâce au travail très professionnel de notre chercheuse Gabriela Manrique Rueda avec la collaboration de Mario Gil Guzman et d'Yves Carrier. Au cours de cette démarche, nous avons compté sur des organismes solides qui pratiquent l'économie paysanne depuis plus de dix ans, avec des expériences d'organisation diverses notamment en éducation, en organisation et en production.

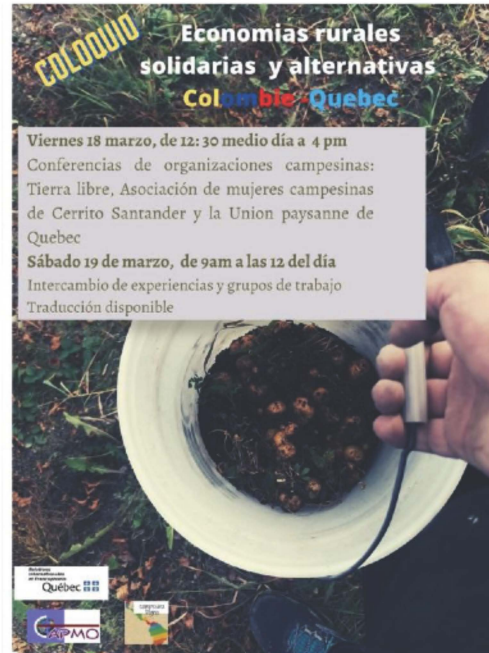
Nous avons visité des fermes dans la région de Rimouski, ainsi que conduit des entretiens semi-directifs. Nous avons réalisé un focus group auprès d'organisations paysannes en Colombie, recrutées grâce à la collaboration avec notre partenaire de Campesina digna. Le colloque Économies Alternatives Rurales Québec-Colombie a réuni une vingtaine de participant.es provenant de différents organismes communautaires de deux nations, avec la traduction simultanée, au cours de deux journées de travail.

Cette recherche s'inscrit dans le cadre de la sociologie interprétative (Weber, 1981) : cette école théorique considère l'action humaine comme l'ensemble des conduites humaines auxquelles les acteurs sociaux donnent un sens au vécu (Weber, 1981, p. 5). Cette perspective situe l'expérience subjective au centre de l'analyse. À partir de là, nous essayons de comprendre la réalité, en observant la manière dont les individus attribuent un sens particulier à leurs expériences. Nous pensons que des significations différentes sont créées par l'interaction et l'interprétation, la co-construction du savoir entre chercheurs et praticiens, les petits agriculteurs et les organisateurs communautaires qui inspirent cette démarche, permettant d'entrevoir des pistes d'action inédites, créatrices de réalités nouvelles.

Les interactions avec les autres sont affectées par la participation et la connaissance socialement partagée de la réalité (Berger et Luckmann, 2001). De cette manière, nous avons essayé d'observer comment ces interprétations de la réalité sont liées au contexte dans lequel elles sont développées. Ainsi, nous supposons que les agents sont capables de développer des interprétations de leur réalité et de s'y adapter.

Aussi, en accord avec ces objectifs, nous avons généré des espaces de discussion et de partage d'expériences en tenant compte des apprentissages réalisées dans leur pratique, leur parcours et leur histoire de vie ainsi que leur compréhension de la réalité du contexte dans laquelle se développe l'expérience, tout cela en tentant de systématiser ses expériences dans le sens d'inspirer des pratiques nouvelles.

La première partie du rapport présente une brève recension des écrits sur l'économie paysanne solidaire et alternative au Québec et en Colombie. La deuxième partie présente les résultats de la recherche effectuée auprès des organisations paysannes des deux pays. La troisième partie fait un résumé des conférences du colloque, une synthèse des discussions et propose des pistes de solidarité et de collaboration entre les organisations pour le futur.



# 1.L'économie paysanne solidaire et alternative au Québec et en Colombie

## 1.1. Bases théoriques de l'économie solidaire en Amérique Latine

Selon le professeur et chercheur uruguayen Pablo Guerra (2010), l'économie solidaire a trois dimensions différentes :

- Un **mouvement social** qui défend l'importance de changer le modèle économique de développement existant.
- Un **paradigme scientifique** qui vise la création de théories d'analyse des formes d'économie alternatives.
- Un **secteur de confluence des bases solidaires**, constitué comme un **réseau** qui émane de la société civile.

Le concept de l'économie solidaire se réfère autant à l'intégration de l'économie et la solidarité, qu'à une nouvelle manière de concevoir les principes de l'économie capitaliste, les processus économiques ainsi que les entreprises. D'après cette perspective, le marché devrait être orienté vers la coopération et la solidarité des différents acteurs. L'économie solidaire est comprise comme un troisième secteur, basé sur des liens moraux de réciprocité, la consommation responsable et communautaire ainsi que sur les principes de l'autogestion, l'aide mutuelle, les processus associatifs et la coopération (Davila Ladron de Guevara et collègues, 2018).

Considérée comme un troisième secteur, l'économie solidaire est par ailleurs l'un des mouvements les plus actifs du Forum social mondial. L'autogestion, l'entraide, la solidarité, le développement communautaire, la souveraineté alimentaire, les pratiques écologiques, les finances éthiques, la consommation responsable et le commerce juste sont perçus comme des alternatives au modèle économique hégémonique du capitalisme néolibéral, donnant lieu à la constitution de réseaux à l'échelle continentale, régionale, nationale et locale. Au niveau régional, la Coordination latino-américaine et des Caraïbes de petits producteurs de commerce juste (CLAC) est constituée par environ 300 coopératives promouvant des pratiques de ce type de commerce. D'autres acteurs importants en Amérique Latine sont : l'Organisation mondiale du commerce juste, le Réseau latino-américain de commercialisation communautaire (RELACC), le Réseau de magasins d'économie solidaire et de commerce équitable d'Amérique latine (ELAT), la Confédération latino-américaine des coopératives et mutuelles de travailleurs (COLACOT), le Réseau intercontinental d'économie sociale et solidaire (RIPESS) et l'Espace Solidaire Mercosur (ESM) (Guerra, 2010).

Le Forum Brésilien d'économie solidaire (FBES) est un exemple de mouvement opérant à l'échelle nationale. Il s'agit d'un cas emblématique en raison de son haut niveau de mobilisation et d'organisation, faisant confluer des mouvements, des entreprises et des gestionnaires publiques. Son objectif est de changer les manières de produire, de vendre, d'acheter et d'échanger. Une attention est portée à la lutte contre l'exploitation des travailleurs et au respect de l'environnement, cela à partir de la coopération et de la

promotion du bien commun. L'autogestion est perçue comme une manière de combattre l'exclusion sociale et la pauvreté. Dans d'autres pays comme l'Uruguay, le Mexique, le Pérou, l'Équateur, le Chili, la Bolivie et l'Argentine, il s'agit de réseaux d'acteurs émanant uniquement de la société civile. Au Venezuela et en Colombie, il s'agit d'organisations promouvant l'économie solidaire, sans pour autant atteindre une organisation à l'échelle nationale (Guerra, 2010).

Selon Davila Ladron de Guevara et ses collègues (2018), la Loi 454 de 1998 en Colombie définit l'économie solidaire comme un "ensemble d'entreprises ou d'entités qui satisfont aux exigences légales, ont une manière d'être, ont un capital dont la propriété est associative et non individuelle ou capitaliste ou étatique, et ont une forme de gouvernance autogérée où chaque personne a une voix et chacun peut exercer les mêmes droits et responsabilités " (traduction libre, p. 104). Cette définition correspond à une vision "coopérativiste" de l'économie solidaire. Il s'agit d'une forme de propriété associative gérée par les communautés pour satisfaire aux besoins de leurs associés et de leurs familles ainsi que des populations vulnérables. De plus, il s'agit de mouvements sociaux d'origine populaire cherchant l'auto-gestion, ayant des pratiques différentes de celles de l'économie étatique et privée. Leur but est de promouvoir l'emploi et le revenu des secteurs populaires en tant que réponse aux lacunes du capitalisme et de l'État. En tant qu'entreprises, il s'agit d'entités sans but lucratif dont le capital appartient aux travailleurs organisés pour produire des biens et des services afin de favoriser la communauté. L'économie solidaire est également perçue comme un modèle de développement alternatif (Davila Ladron de Guevara et collègues, 2018).

En Colombie, l'économie solidaire désigne un ensemble de pratiques hétérogènes, diverses et variées, développées dans différentes réalités territoriales. Elle est pratiquée par une diversité d'organisations, d'associations et de coopératives. Les richesses culturelles, sociales et géographiques de ce pays, font en sorte qu'il existe un ensemble de pratiques basées sur l'aide mutuelle, la coopération et la solidarité. Il s'agit de pratiques de travail collectif et communautaire, propres aux territoires colombiens. L'économie solidaire valorise ces pratiques ancestrales ayant comme fondement le mouvement des coopératives, fondé en 1916. C'est à partir des années 1960 avec l'adoption de la loi 135 de 1961 que la régulation va commencer à protéger les coopératives et les organisations solidaires. Avec l'adoption de la Constitution de 1991, le nombre de lois régulant l'économie solidaire s'accroît, octroyant des droits économiques, sociaux et culturels, aux organisations solidaires, aux travailleurs et aux coopératives, notamment le droit d'accès à la terre, à la propriété privée, à la commercialisation des produits, à l'assistance technique et aux entreprises (Davila Ladron de Guevara et collègues, 2018).

## 1.2. Contexte de l'économie rurale en Colombie

La Colombie a connu un lent processus d'intégration au marché international qui s'est accéléré au cours du siècle dernier. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, l'existence d'un tarif douanier très élevé visait non seulement à protéger et à stimuler les activités internes, dont l'industrie, mais aussi à capter des revenus pour l'État (Kalmanovitz, 2015). Dans la première moitié du siècle, le produit principal exporté par la Colombie était le café. Le prix de celui-ci s'est vu affecté par la crise des années 1930. Cela a conduit à des multiples fluctuations de l'économie (Castaño, 2002). Des politiques d'exportation permettant une plus grande croissance économique ont été mises en place pendant les années 1970. Dans les années 1980, il y a eu un processus de désindustrialisation, une croissance du secteur des services et une perte de compétitivité. Au cours de cette décennie, une apogée du secteur minier et énergétique s'est produite, notamment du pétrole, du charbon, du fer et de l'or. Cela est corollaire d'une augmentation des importations de produits manufacturés (Kalmanovitz, 2015).

Au cours des années 1990, une ouverture de l'économie vers le marché international s'est effectuée. Elle ne s'est pas traduite pour autant par une augmentation des salaires des travailleurs. En effet, depuis les trois dernières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle, une augmentation de la pauvreté, du chômage et de l'informalité a été constatée. Avant les années 1990, la Colombie était réticente à ouvrir son marché intérieur au commerce international, peu d'investissements étrangers existaient en dehors du secteur minier, ainsi que peu d'exportations (Kalmanovitz, 2015). L'ouverture de l'économie des années 1990 se caractérise par plusieurs réformes. Celle des tarifs d'importation génère une importation sans contrôle de produits, menant plusieurs secteurs à la crise dont celui des textiles; celle des ports, entraîne une privatisation de ceux-ci; la réforme du taux de change, en cherchant à stabiliser le prix du dollar, a affecté négativement l'agriculture; la réforme fiscale produit une importante augmentation des impôts; la réforme du commerce étranger augmente les importations sans pour autant améliorer les capacités d'exportation; la réforme du régime d'investissements encourage les capitaux étrangers et celle du travail affecte les droits des travailleurs via la flexibilisation de l'emploi (Castaño, 2002).

Depuis le début de ce siècle, nous assistons à l'apogée de l'internationalisation de l'économie. Celle-ci se caractérise par une forte croissance économique et une faible inflation, sans pour autant réussir à réduire un taux de chômage de plus de 10%. Au cours des années 2000, la privatisation des entreprises et des banques publiques a affecté négativement les exportations. Depuis l'ouverture de l'économie sur l'international, les secteurs les plus dynamiques sont ceux des mines, des hydrocarbures et des agro-combustibles, parallèlement à une diminution de l'industrie et de l'agriculture. En 2012, le secteur minier atteint 7,7% du PIB (contre 1% en 1978), alors que l'industrie connaît une réduction de 22% du PIB en 1978 à 12% en 2012. Il s'agit d'une économie vulnérable aux fluctuations des prix du marché international, ayant une importante dette externe et une faible capacité d'investissement et de

dépense publique. La réduction des tarifs d'importation encourage les importations, créant une dévaluation de la monnaie (Kalmanovitz, 2015).

C'est ainsi que depuis les années 1990 s'est mis en place un modèle extractiviste basé sur l'investissement dans des activités telles que les mines, la culture de soja et l'huile de palme. En Colombie, il existe un important problème de concentration de la terre, lié à une histoire brutale de répression armée. Il s'agit d'une forme de capitalisme agraire soutenu par la violence. Alors que 69,5% des producteurs possèdent des terres de moins de 5 hectares (moins de 5,2% des terres agricoles existantes), 0,2% ont des domaines de plus de 1 000 hectares (32,8% des terres agricoles). L'adoption d'un modèle industriel dans les années 1990 et 2000 a favorisé l'investissement privé ainsi que l'agriculture à grande échelle. L'apogée de l'agro-industrie et de l'élevage extensif est associée à l'augmentation des milices et des groupes paramilitaires (souvent tolérés par les militaires et la police), protégeant leur sécurité et mettant en place une violence de masse envers ceux qui osent contester un modèle basé sur les inégalités, notamment les syndicats agricoles, les leaders sociaux et communautaires. Cette situation favorise la concentration de la terre (Grajales, 2021).

### **1.3. Contexte de l'agriculture au Québec**

Depuis les années 1950, le Québec a mis en place une agriculture industrielle basée sur un modèle productiviste favorisant l'exportation. Depuis les années 1990, le Québec a vécu une diminution du nombre de fermes ainsi qu'une concentration des terres. La diversité des produits de l'agriculture familiale et son autosuffisance a été remplacée par la mono production et l'agriculture intensive dans le contexte d'une économie néolibérale dépendante des marchés internationaux et d'une libéralisation des marchés ayant des forts impacts environnementaux. Les agriculteurs sont devenus dépendants des semences des multinationales et de l'achat de machineries et de nouvelles technologies pour pouvoir répondre aux exigences d'uniformisation du marché. Cette situation correspond à une diminution du nombre d'épicerie locales et de marchés publics ainsi qu'à une augmentation du nombre des hypermarchés qui vendent des aliments transformés provenant de l'international. L'agriculture s'est également vue affectée par l'étalement urbain. On observe aussi une transformation du type de production et une diminution de la main-d'œuvre locale qui est remplacée par des travailleurs temporaires étrangers, notamment des latino-américains et des mexicains. Il s'agit d'un changement de la vision de l'agriculture et de l'identité des agriculteurs, maintenant définis comme des producteurs agricoles ou comme des entrepreneurs visant à exploiter la terre pour produire un maximum de profits. Cela est venu changer leur rapport à la terre, aux aliments et aux animaux (Union paysanne, 2007).

Néanmoins, des visions alternatives de l'agriculture et de l'agro-alimentaire davantage axées sur la paysannerie proposent de penser à sa multifonctionnalité. Selon cette perspective, au-delà de sa fonction économique, l'agriculture devrait viser des objectifs socio-écologiques, incluant la préservation de l'environnement, la production d'aliments frais et sains, la construction et la cohésion du territoire ainsi que l'employabilité. Il

s'agit de la construction d'une agriculture axée sur l'autosuffisance alimentaire, offrant des aliments sains et diversifiés à la population en respectant la nature et les communautés (Union paysanne, 2007).

Il s'agit également d'une lutte pour la souveraineté alimentaire au niveau de la production, la commercialisation, la distribution et la consommation. La souveraineté alimentaire concerne la possibilité de pouvoir choisir la manière de produire et de consommer comme alternative à l'agriculture industrielle. Elle implique une autonomie des fermes dans leur mode de production alternatif, une liberté d'association et une mise en marché libre. Elle concerne également le droit des consommateurs à choisir des aliments sains et de qualité et passe par un renforcement des réseaux locaux de producteurs et de consommateurs (Union paysanne, 2007b). La population réclame de plus en plus une production biologique, locale, des petites et moyennes fermes, une agriculture diversifiée, permettant de bonnes conditions de vie et de travail aux agriculteurs. Dans ce contexte d'augmentation de la demande alimentaire au Québec, il y a une croissance de l'industrie bioalimentaire ainsi qu'une augmentation des exportations.

## **2. Recherche avec des agriculteurs en Colombie et au Québec : apprentissages**

### **2.1. Expériences d'économie rurale solidaire en Colombie**

Un focus groupe avec trois participants issus des milieux de l'agriculture solidaire en Colombie a été réalisé via Zoom. L'entrevue s'est centrée sur la connaissance d'expériences d'économie solidaire et sur les barrières à la production et la commercialisation.

- Le cas de l'Association de femmes paysannes de Cerrito - Santander (ASOMUARCE)

ASOMUARCE existe depuis une quinzaine d'années, c'est une association qui regroupe plus de 250 femmes paysannes. Elle est née du besoin des femmes paysannes de s'organiser dans un contexte d'arrivée d'entreprises multinationales liées à la présence de charbon dans le sous-sol du territoire. Depuis une trentaine d'années, l'exploitation minière a changé la culture territoriale paysanne traditionnelle. Dans le village où ont commencé à habiter des nouveaux arrivants associés à la culture minière, des problèmes sociaux sont apparus. Ceci a eu un impact sur les familles : ces travailleurs ont laissé des jeunes filles enceintes, en plus de générer l'émergence de problématiques de prostitution. Qui plus est, dans le contexte minier, les salaires des travailleurs sont mauvais.

Dans ce contexte a émergé le besoin de s'organiser et de commencer la lutte pour la défense de leur territoire. Certaines femmes ont commencé à en convaincre d'autres de s'organiser afin de produire des ressources pour leur famille. Par la suite, l'association a développé plusieurs projets qui, aujourd'hui, sont la base de l'économie du village. Elles ont commencé à travailler la laine et à fabriquer des vêtements, dont des ponchos, des foulards, des bonnets, etc. Les femmes de Cerrito ont appris de leurs grands-mères l'art de tisser, une pratique propre à leur culture. Néanmoins, dans un contexte d'augmentation des importations, le travail de la laine avait été remplacé par des produits en acrylique importés. Les femmes ont alors recommencé à travailler la laine et elles ont créé Artelana qui est devenu l'image de Cerrito au niveau national et international. Cette association a un partenariat avec la boutique Artesanias de Colombia. Des exportations sont effectuées uniquement sur commande. Ce projet a permis d'engendrer des revenus pour les femmes appartenant à l'association, mais aussi pour celles qui habitent à la périphérie du village. Elles créent ainsi des emplois indirects car elles achètent la matière première aux femmes qui sont à la campagne. Selon la participante, ce projet a été mis en œuvre afin de démontrer qu'elles sont capables de travailler en dehors de l'économie minière, ce qui est perçu comme étant une manière de gagner de l'autonomie par rapport à l'économie extractiviste.

En 2011, est né un nouveau projet grâce à une entreprise d'exportation basée à Bogota qui est allée dans la région à la recherche de paysans et de paysannes qui pourraient être intéressés.e.s à cultiver le uchuva, (la cerise de terre). Depuis 9 ans, les femmes d'ASOMUARCE cultivent le uchuva qui pousse de manière naturelle dans les campagnes de la région. Les femmes ont appris la technique à partir d'une formation donnée par l'entreprise. Elles vendent le fruit à l'entreprise qui l'exporte au Royaume-Uni. La participante a exprimé que le fait d'être organisées leur a permis aussi d'obtenir l'appui du gouvernement. Elles ont obtenu une subvention pour ce projet de production de la part du Ministère de l'agriculture qui leur a octroyé de l'équipement technique pour les cultures de ce fruit. Les femmes ont aussi reçu du soutien pour avoir accès à des "télares", des métiers à tisser, ainsi que des machines et des matières premières. Elles ont aussi développé des vergers domestiques organiques et elles ont commencé à cultiver des avocats hash. Selon la participante, le fait que les femmes soient organisées leur a permis de devenir visibles. Cependant, il demeure très difficile et exigeant d'obtenir des subventions pour des projets de production agricole.

### **Changements de l'économie paysanne en Colombie au cours des 30 dernières années**

Le cas de la municipalité de Cerrito à Santander permet d'illustrer les changements qui se sont produits en Colombie. Autrefois, les cultures d'aliments dans les champs étaient plus écologiques. Par exemple, Cerrito était une municipalité qui vendait de la cebada, du blé et du maïs. Ces produits ne sont plus cultivés à cause de l'arrivée des importations et des traités de libre échange qui font en sorte que les paysan.ne.s ne sont plus compétitif.ve.s. Ces paysan.e.s commencent alors à cultiver les aliments qu'ils ou elles sont en mesure de vendre, même s'ils ou elles doivent utiliser beaucoup

d'engrais chimiques, dont les prix ont augmenté. Les paysan.e.s ne savent plus quoi semer pour assurer la survie de leur famille, ce qui crée une situation de stress ainsi qu'un exode rural de la part des jeunes.

### **L'utilisation d'agro-chimiques et les grandes fédérations**

Selon les participants aux discussions, l'utilisation d'agro-chimiques a été imposée aux communautés paysannes par les différents secteurs dont ceux du riz, du café, des pommes de terre et du maïs. Il s'agit de paquets technologiques qui font une promotion de l'agro-industrie. Ils sont imposés aux paysan.e.s afin de pouvoir vendre leurs produits. Cela implique l'emploi de semences transgéniques et conduit à la perte de la biodiversité et des semences indigènes.

### **Le rôle de l'économie solidaire dans la lutte contre les changements climatiques**

Une participante montre le rôle des paysan.ne.s, des organisations et des formes de productions traditionnelles, maintenant considérées biologiques, dans la lutte contre les changements climatiques, la pauvreté, l'adaptation et la mitigation. Elle insiste sur le rôle joué par les organisations. Elle parle de l'existence de deux agendas parallèles actuellement en Colombie : l'extractivisme et un nouvel appui aux petits paysans. Elle soulève l'importance de soutenir les alliances entre le Ministère de l'agriculture et des projets particuliers de petits paysan.ne.s. Selon elle, la sécurité alimentaire se voit menacée par la culture extensive pour la production de biocombustibles. Il faut savoir que l'économie agro-industrielle et extractiviste ont un grand poids au niveau politique. Selon cette participante, même l'agenda des énergies renouvelables est élaboré au bénéfice des grands groupes économiques. Par contre, selon la participante, le nouvel agenda de lutte contre les changements climatiques qui soutient les petits paysans devrait être mis à profit en créant des alliances entre les petits paysans, l'État et la coopération internationale.

### **Le rôle des organisations dans le contexte de la pandémie de la COVID-19**

Selon une participante, le fait que l'alimentation dépende des paysan.ne.s a été mis en évidence par la COVID19. Dans le contexte de la pandémie, les organisations de femmes ont pris conscience de la possibilité d'échanger des produits avec d'autres groupes ou personnes lorsque les prix des produits sont très élevés : une solution est donc le troc. Un élément important du fait d'être organisé, c'est que cela permet de devenir un exemple de réussite et offre des possibilités d'organiser des marchés régionaux où elles peuvent échanger les produits de différentes fermes. En plus, les nouvelles technologies comme les téléphones intelligents ont permis de diffuser leurs expériences dans les réseaux sociaux et de démontrer qu'elles sont capables de travailler et d'avoir une souveraineté alimentaire pour leurs enfants, leurs familles et leurs communautés.

Même si les conditions transnationales de l'économie font en sorte qu'il est difficile d'être compétitives en raison des prix, les populations paysannes ont pu manger pendant la pandémie, car ce sont elles qui cultivent les aliments. Un processus de

conscientisation a eu lieu concernant l'importance d'avoir leurs propres cultures afin de garantir la souveraineté alimentaire de leurs familles. Les femmes et les familles qui habitent les paramos (marais alpins qui sont les sources d'eau de la plupart des fleuves de Colombie) ont plusieurs projets de cultures de truites, de mûres, de fromages frais et de yogourt. Le fait de se rassembler leur a permis de réaliser que les paysans et les paysannes sont la réserve agricole de l'ensemble du pays. Les associations leur permettent d'échanger des expériences, de partager des apprentissages ainsi que de garantir l'alimentation de leurs familles.

### **Les difficultés de semer biologique**

Les difficultés de semer biologique ont été soulevées. Les grands producteurs sèment des grandes superficies de manière mécanisée, alors que les petits producteurs qui veulent semer biologique ont de la difficulté à vendre leurs produits car ils sont moins beaux visuellement et ils ne s'ajustent pas aux exigences du marché. En plus, dans les zones rurales, il n'existe pas une culture de consommation organique. Les aliments organiques sont achetés par les marchés locaux à faibles prix.

Au niveau de la sécurité des paysans, il est dangereux de confronter les grandes entreprises agricoles. Les grands producteurs ont un grand impact sur l'environnement. Ils perçoivent l'agriculture biologique comme un retour en arrière qui exigent plus de travail physique sans produire les bénéfices de la mécanisation. Il y a alors un grand besoin d'éducation de la part de l'État ainsi que de soutien aux petits producteurs. Les paysans doivent passer par de longs processus bureaucratiques pour obtenir des fonds pour des projets productifs. Cela fait en sorte que la plupart préfèrent vendre leur production à des intermédiaires à un très mauvais prix. Il y a donc un besoin de conscientisation et d'organisation afin que les paysans voient l'agriculture autrement et décident de ne plus vendre leurs produits aux intermédiaires qui restent avec un grand montant de la vente.

### **Problèmes liés à la production et à la commercialisation**

Comme la production agricole exige de la quantité, les paysan.ne.s doivent se soumettre à des paquets technologiques, qu'ils soient OGM ou organiques. Ensuite, en ce qui concerne la commercialisation, ils et elles doivent se soumettre à des standards de qualité pour que leurs produits soient achetés. Les organisations paysannes sont importantes car elles permettent de générer de la qualité et de la valeur à la production.

L'un des enjeux liés à la production et à la commercialisation est que les marchés sont très exigeants, notamment les marchés d'exportation. Un suivi des fruits est effectué. Ceux-ci doivent passer par trois types de sélection dans les entreprises d'exportation. En plus, les paysan.ne.s reçoivent très peu et ce sont les intermédiaires qui restent avec les gains.

Un autre enjeu est lié aux semences. Par exemple, dans le cas des pommes de terre, traditionnellement il existait une diversité de semences et les paysan.ne.s utilisaient les mêmes semences qu'ils ou elles produisaient pour cultiver les nouvelles récoltes. De nos jours, les semences doivent être achetées à la Fédération de producteurs de pomme de terre. Les semences ont été détériorées. Les paysan.ne.s doivent acheter des semences certifiées et les intrants à des entreprises multinationales comme Dupont. Les prix des engrais sont très élevés, alors qu'il est difficile de vendre des pommes de terre organiques.

Un autre facteur négatif pour les communautés paysannes est lié à la commercialisation. Les intermédiaires achètent selon des standards de qualité tels que la qualité d'exportation. Les petits paysan.ne.s sont pris entre les fédérations et le besoin de commercialisation. Aider les organisations paysannes passe donc par la mise en contact avec des acheteurs sans passer par les intermédiaires et une assistance avec les procédures bureaucratiques. Cependant, les fédérations utilisent la régulation pour empêcher que le marché international puisse acheter directement aux paysans. Par exemple, la fédération de caféiculteurs a fait pression pour modifier la loi afin que les exportateurs de café soient obligés de s'affilier à la fédération pour pouvoir le faire.

## 2.2. Expériences d'économie rurale solidaire au Québec

Deux entretiens semi-directifs ont été conduits auprès de petits agriculteurs au Québec.

Un des interviewés est un agriculteur maraîcher qui pratique l'agriculture organique. Il cherche à innover dans les façons de travailler la terre et à diversifier ses modes de production par l'utilisation de machines légères qui travaillent à la superficie en préservant la biodiversité du sol. Il parle des semences biologiques, l'une des difficultés à faire de l'agriculture complètement locale, ce sont les semences. Selon ce témoignage, au Québec il n'y a pas de développeur de semences organiques.



Une visite à la ferme a été effectuée au mois de septembre. C'était la fin de la récolte, il y avait encore quelques tomates, quelques courges et d'autres produits. C'était déjà le temps de préparer les sols pour l'année suivante.

Comment est née cette expérience?

Ce sont des professionnels de l'agriculture, ce couple est originaire des régions rurales, ils proviennent de familles d'agriculteurs qui étaient dans la monoculture. Ils se sont installés dans la région pour travailler sur une ferme et ils ont décidé d'acheter une terre

et de s'engager dans l'agriculture organique en ayant en tête un projet d'autonomie inspiré par une recherche d'alternative à l'agriculture industrielle.

### L'origine de la pratique de l'agriculture organique au Québec

L'agriculture organique a deux versions, l'une est soutenue par la communauté, mais elle doit former son propre réseau, l'autre est intégrée au marché, la plupart du temps il s'agit de grosses entreprises agricoles. Si on recule dans le temps, de la fin de 1990 au milieu des années 2000, c'est Équiterre qui a encouragé l'agriculture organique de proximité avec un projet qui s'appelait: Fermiers de famille. Aujourd'hui, c'est un réseau qui se tient, avec des fermes plus grandes auquel participent au moins 400 familles. Cela fait en sorte qu'il est possible d'affirmer qu'il y a des organisations indépendantes, dont les Fermiers de famille et la CAPÉ- Coopérative pour l'Agriculture de Proximité Écologique.

Actuellement, il y a des institutions publiques qui font de la recherche en agriculture biologique, tel que le Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité (CETAB+) ou l'Institut de recherche et développement en agroenvironnement (IRDA), en partie financés par le gouvernement. Toutefois, l'Union des producteurs agricoles, l'UPA, est encore hésitante à l'idée et elle ne veut pas nécessairement penser à l'agriculture biologique. Le nouveau Ministre de l'agriculture a assisté à la rencontre de l'Union paysanne, ce qui a donné une certaine légitimité et ouverture aux autres pratiques.



### La pandémie

La pandémie a encouragé l'agriculture de proximité, normalement un petit agriculteur maraîcher prenait au moins deux mois pour vendre ses 100 paniers, mais avec la pandémie les ventes de panier ont augmenté au point d'avoir des listes d'attente chez plusieurs agriculteurs. Les gens se sont aperçus qu'il fallait avoir des ressources alimentaires de proximité.



Avec l'ère industrielle, l'agriculture au Québec est devenue très importante. Vouloir produire autrement, c'est livrer une bataille très difficile à gagner surtout que les risques sont entièrement assumés par le petit producteur biologique ou de proximité. Avec l'arrivée du néolibéralisme et de la mondialisation du capitalisme, la production a été davantage spécialisée par pays et par région au détriment de l'agriculture vivrière.

Au début des années 2 000, en région, il y avait encore des gens qui avaient de petites terres. Mais là où l'industrie a connu une forte expansion comme en Montérégie, cela s'est produit avec une augmentation des taxes foncières qui a forcé les petits producteurs à vendre leur terre. Ces derniers ont commencé à travailler pour les grandes entreprises agricoles. Les rangs qui étaient autrefois habités par de nombreuses familles appartiennent désormais à quelques producteurs. Mais toutes ces industries détruisent la terre puisque ce sont de très grandes productions et les producteurs n'ont pas de relève. Ce sont des étrangers qui achètent ce type d'entreprise. Il existe aussi des mouvements pour réoccuper la campagne, en partie inspirés par les Européen, certains agriculteurs sont toujours là et ils continuent, d'autres font de la recherche sur leurs pratiques.

Au cours des années 1980-1990, sont nées les organisations paysannes, inspirées entre autres des communautés religieuses qui nourrissaient les populations locales. Depuis les années 1990, la société est plus éduquée et il y a de l'intérêt pour faire de l'agriculture de proximité. C'est autour de Montréal que s'est développé ce réseau, grâce aux marchés publics, notamment le marché Jean-Talon. Considérant le phénomène marginal, l'UPA ne s'en est pas occupée.

Le principe de l'agriculture de proximité, c'est d'éliminer les intermédiaires tels que les distributeurs. Donc les légumes de son jardin, il les amène aux consommateurs. Aujourd'hui, il y a au moins 1 200 fermiers de famille, et environ 35 000 personnes adhèrent aux paniers avec le principe de relations directes avec les consommateurs. L'autre modèle, c'est le marché public, ainsi à chaque semaine, les fermiers vont vendre leurs produits sur les marchés qui sont pour la plupart biologiques. C'est



l'intérêt de faire de l'agriculture plus humaine, plus saine. Il y a aussi de l'agriculture maraîchère qui travaille pour l'industrie, avec le chou et de choses comment ça, mais ils doivent concurrencer la bourse des aliments. Si le prix du chou des États-Unis ou du Mexique est plus bas, l'agriculteur québécois doit vendre au même prix.

Les différences au niveau technique sont immenses, l'agriculture industrielle ne laisse pas reposer la terre et elle emploie des engrais chimiques, tandis que les petits producteurs maraîchers apprennent la composition de la terre et ils font de la rotation de différentes cultures, de même qu'ils laissent reposer la terre afin de la conserver. Ils doivent travailler avec la terre, pas contre elle. Les sols qui ont produit de manière organique durant des années ont une terre plus riche en minerais, ils sont vivants, tandis que la production industrielle ne conserve que peu de nutriments dans les sols.

Ils apprennent le développement technique avec l'ACAPÉ, Coopération pour l'agriculture de proximité écologique, entre autres. Ils fabriquent des machines à partir de leurs besoins et ils ont un réseau de partage de savoir, donc si une maladie apparaît, ils partagent cette information et ils trouvent des solutions. Il faut être membre pour y participer.

Comment agir devant l'agriculture biologique que le capitalisme cherche aussi à accaparer en transformant cette relation privilégiée qu'ils développent avec les consommateurs?

Ils doivent travailler à la conscientisation du public. Ils savent que dans les magasins de grandes surfaces, on retrouve des produits organiques qui ne proviennent pas de fermes familiales. Les gens qui achètent dans ces grandes surfaces savent à quoi s'attendre. Il y a des expériences de sensibilisation faites entre autres par Équiterre. Quand les gens achètent des légumes trop bon marché cela pose question. En tant que producteurs biologiques, ils vendent leurs légumes au prix coûtant. C'est un peu plus cher qu'au supermarché, mais au moins on peut savoir d'où vient ce qu'on mange.



À ce moment-là, en tenant compte que l'accès aux aliments biologiques est exclusif puisqu'il faut pouvoir payer plus cher pour en acheter, des organismes travaillent à rendre accessible la production biologique. Il y a des agriculteurs qui reçoivent des gens pour l'auto-collette afin de rendre accessible ce type de produits agricoles, il y a aussi des organismes qui récoltent et établissent des ententes avec des agriculteurs afin d'offrir certains produits biologiques aux familles dans le besoin.

## Entrevue avec un dirigeant de l'Union Paysanne

### L'Union paysanne et ses relations internationales

Nous discutons aujourd'hui avec l'un des dirigeants de l'Union paysanne qui nous raconte les relations qu'ils ont avec d'autres associations paysannes à travers le monde afin de créer des réseaux et d'apprendre des différentes pratiques.

C'est un apprentissage qui leur vient de leurs relations avec d'autres expériences à l'étranger.



Ils le font à travers leur comité international afin de construire et de maintenir ces relations avec d'autres mouvements sociaux à l'étranger.

Selon l'interviewé, au Québec, le monopole syndical de l'Union des producteurs agricoles (UPA) les oblige à devenir membre pour pouvoir exister comme agriculteurs. Même s'il y a des avantages à être membre, c'est appartenir à une association qui favorise un certain type de production agricole associée aux méthodes des multinationales. L'UPA bénéficie des aides du gouvernement pour ensuite les redistribuer aux entreprises agricoles. Ce monopole leur apparaît peu démocratique et ils sont en faveur d'une plus grande démocratie participative et accessible.

### **Quelles sont vos pratiques agricoles ?**

Ils sont dans une ferme collective et ils louent un lopin de terre à l'intérieur de cet espace. Ils sont un organisme à but non lucratif et ils font de l'agriculture afin de donner accès aux aliments organiques et riches en nutriments aux personnes qui vivent dans des conditions de précarité socio-économique. Ils font cela en établissant des relations de partenariat avec des organismes de la ville qui donnent des aliments aux personnes en situation de précarité.

Au début, ils distribuaient de la nourriture, maintenant ils ont des projets, mais ils ont commencé comme bénévoles, et puisqu'ils avaient l'objectif de nourrir le monde, c'était important de savoir comment nourrir leurs membres.



Ils partent de l'analyse que l'alimentation offerte aux personnes en situation de pauvreté est la plupart du temps périmée ou en train de pourrir. Autrement dit, les gens mangent les déchets de la production agricole industrielle, des aliments qui ont peu de qualités nutritives. Donc, ils travaillent pour que les gens puissent avoir accès à des aliments de qualité, organiques et solidaires.

### **Quels sont les enjeux au niveau financier ?**

Le plus important, c'est l'enjeu des salaires pour leurs membres. Ils ont un kiosque, au moins 15 fois par année, ils vendent des paniers bio que les gens viennent chercher, ce qui leur permet d'avoir un certain financement. Ils ont des valeurs anticapitalistes, donc ils s'opposent à l'idée de marchandisation qui rend les aliments inabordables pour certains individus et familles. Plutôt que d'avoir des entreprises agricoles qui



se font concurrence, ils pensent qu'il doit avoir des fermes un peu partout avec du financement de l'État afin de produire et de nourrir la population.

Ils produisent avec les principes de l'agroécologie, un peu comme Via Campesina. Autrement dit, ils perçoivent un problème dans la spécialisation des fermes. Dans les années 1950, une ferme avait tout ce dont elle avait besoin pour produire. Aujourd'hui, les fermes sont immenses et ne produisent qu'une chose en plus d'être en concurrence avec leurs voisins en cherchant la performance de l'entreprise et non plus à nourrir les gens, ce qui devrait être leur première raison d'être.

### **La différence entre les formes de production industrielle et vos pratiques.**

C'est une question d'échelle, ils ont de petites productions, mais plus de diversité. Ils cultivent différents légumes avec plus de richesses alimentaires, et ils changent les cultures au bout d'un certain temps. Ils ne sont pas une monoculture. Ils ont plein d'aliments, par exemple, ils produisent de la laitue qui pousse tous les 45 jours, après ils peuvent cultiver autre chose. Mais les gens qui font du soya ont une seule récolte et ils la répètent tous les ans, les industries travaillent sur un seul produit et leur objectif est d'être davantage compétitif.



Ensuite, ils ont différentes formes d'action, ils font du foin, des fruits et des légumes, tout ce qui est possible de produire sur une même ferme. Ils font aussi de la transformation, ils ont des abeilles qui pollinisent les plantes, mais qui produisent aussi du miel. Ainsi, ils pensent à la transformation de leurs produits pour les rendre accessibles aux personnes. Ils aimeraient avoir des boulangeries où la production du pain se ferait avec de la farine produite localement sur leurs fermes. Cela signifie avoir une économie plus humaine, et organiser les travailleurs pour créer une coopérative afin que les travailleurs soient payés à un juste prix.

Pour sa part, la production industrielle est victime de la spéculation, le grossiste vend les produits plusieurs fois et ainsi il fait augmenter les prix. Les personnes passent leur temps à chercher le moins cher. Ils pensent qu'ils peuvent faire les choses en créant de la valeur sans avoir recours à la spéculation.

### **Le compost et les pratiques circulaires**

Cela fait un bon bout de temps qu'ils tentent d'avoir une meilleure complémentarité dans leurs méthodes de production, les semences, les récoltes et tout cela, afin de mieux maîtriser leurs pratiques. Par exemple, ils vont commencer avec des poules pondeuses afin de générer du fumier, en plus des œufs. Ce fumier a beaucoup d'azote. La tomate, l'aubergine, la patate, les piments, sont des plantes qui ont besoin d'azote.

De même, ils vont essayer de donner un rôle aux animaux dans la production comme c'est pratiqué ailleurs dans le monde, de produire du compost et d'autres produits nécessaires à la production.

### Les enjeux de la commercialisation

Ils ont une bonne amitié entre les maraîchers de la région. Ils ne pensent pas qu'ils soient en concurrence. Au lieu de cela, quand ils n'ont pas un produit, ils le demandent aux autres, et quand tous leurs paniers sont vendus, ils demandent aux autres producteurs s'ils peuvent répondre à la demande.

Il constate une situation potentiellement dangereuse, c'est de perdre le maraîchage biologique au profit des grandes entreprises agricoles, puisque une chose c'est de le faire à petite échelle et une autre c'est d'en faire une politique de marché. Puisque pour produire massivement des aliments biologiques cela prend des intrants, qui souvent viennent d'ailleurs, alors que cette économie est pensée pour l'économie locale et que ces intrants viennent de l'autre bout du monde.



Aussi, il y a un autre problème chez les maraîchers biologiques, c'est l'utilisation du travail non rémunéré qu'on appelle le *woofing*. Ce sont des jeunes qui travaillent nourris et hébergés, mais sans rémunération. Pourtant tout travailleur mérite un salaire. Le message qu'ils envoient, c'est que les gens qui ont de l'argent, ont la possibilité d'avoir de la terre. D'après lui, c'est un manque de vision. C'est vrai que parfois les fermes n'ont pas assez d'argent pour payer un salaire, mais ils doivent faire pression afin d'avoir des subventions de l'État, non seulement pour les grandes industries mais aussi pour les petites fermes de production biologique.

Par exemple, il y a une ferme qui est très connue parce que le propriétaire est un milliardaire, mais comme il fait de l'agriculture biologique, il utilise des travailleurs non-salariés. C'est une pratique qu'il faut dénoncer. Un milliardaire qui n'est pas capable de payer ses employés et de plus qui est très reconnu, ça ne marche pas avec la culture de fermes maraîchères.



## **Le monopole syndical empêche les fermes maraîchères et alternatives d'avoir accès aux subventions du gouvernement**

La plupart des membres de l'Union des producteurs agricoles sont des producteurs industriels. Au Québec, les fermes industrielles sont financées par le Canada et le Québec à hauteur de 2 milliards de dollars par année, tandis que les autres formes de production sont financées seulement avec quelques millions.

L'UPA compte 6 fédérations spécialisées, laitiers, porcins, œuf, etc. Les fédérations peuvent s'inscrire dans des plans conjoints qu'on appelle la gestion de l'offre. Cela veut dire que les quotas sont déterminés à l'avance. Cela complique les choses pour les petits producteurs parce que le principe du quota c'est que pour produire du lait, il faut avoir un certain quota qui se vend très cher. Donc, pour produire certains produits, il faut avoir de l'argent. Par exemple, il n'a pas le droit de vendre du lait de vache, il n'a pas le droit d'avoir plus de 100 poules pondeuses, sinon il doit avoir un quota et s'il veut cela, il faut faire des plans d'affaires, construire des lieux avec des spécifications techniques et déterminer les endroits de vente et tout cela fait en sorte qu'ils ne travailleront que pour ce type de production. Cela n'est pas cohérent avec leurs principes d'agriculture maraîchère.

### **3. Colloque économie rurale solidaire et alternative Québec-Colombie**

#### **3.1. Conférences des organisations**

##### **3.1.1. L'Union paysanne**

La conférence de Gaspard Lépine, membre de l'Union paysanne et agriculteur en Gaspésie, a porté sur le contexte de l'agriculture au Québec et a soulevé les enjeux liés à la régulation. Selon lui, depuis l'entrée du Québec dans la modernité, l'appareil productif ou la réalité des moyens de production est détenue par l'agro-industrie et les intérêts corporatifs et capitalistes. Selon lui, la paysannerie n'existe plus au Québec. Il n'y a pas vraiment d'identité paysanne comme c'est le cas en Amérique du sud et en Europe. Il est difficile de parler de paysannerie même s'il y a beaucoup de pistes de solutions et d'exemples.

Notre conférencier a dressé un portrait d'une hégémonie industrielle. Selon lui, entre 90% et 95% de la production, du transport et de la mise en marché, est gérée par des chaînes intégrées de corporations dont l'objectif premier n'est pas d'offrir une alimentation saine et de qualité à la population mais de générer des profits.

Un aspect important de cette conférence est celui des enjeux liés à la régulation. Selon Gaspar, au Québec, il existe un encadrement législatif qui favorise ces réseaux industriels. C'est un contexte très légiféré où il y a beaucoup de lois qui encadrent la totalité de la production, du transport et de la mise en marché. Ces nombreuses lois

créent un contexte dans lequel l'agro-industrie peut prospérer. Par exemple, les exigences pour l'abattage des animaux sont tellement élevées que seulement les grands abattoirs sont en mesure d'investir des centaines de millions de dollars pour construire une usine pouvant se conformer à ces règles. Les petits joueurs qui aimeraient effectuer un abattage à la ferme, à proximité, ne peuvent pas rencontrer les normes à moins qu'ils investissent des sommes faramineuses. Il s'agit d'une mécanique de l'histoire de l'industrialisation : "Des normes exigeantes sont venues imposer des pratiques à des communautés qui avaient des pratiques différentes auparavant".

Ces normes créent un contexte défavorable à la paysannerie et permettent l'arrivée de capitaux soit locaux ou étrangers, qui se déploient à travers de grandes corporations, «des usines à bouffe plutôt que des cuisines ». Plein de lois existent et compliquent la vie des paysan.ne.s ou de ce qu'on appelle l'agriculture à échelle humaine. Mais l'existence d'initiatives d'économie alternative sérieuses est réelle. C'est négligeable en point de pourcentage: 2% de la mise en marché au Québec est faite par des petites fermes, cela demeure encore très marginal. Ce sont des circuits courts, la mise en marché direct, sans intermédiaires, des ententes directes entre des producteurs et des consommateurs.

Selon notre conférencier, dans le contexte industriel où "tout le monde" va à l'épicerie à un seul endroit faire ses achats, ce n'est pas évident de percer où de nombreux incitatifs de productions sont accessibles aux producteurs-productrices à cause des normes en vigueur, surtout dans le domaine animal. Dans le domaine végétal, c'est plus facile de démarrer. L'enjeu va être la mécanisation, piège de l'endettement de la sur-mécanisation et au final de la dépossession par les chaînes d'intégration. Il existe un risque de s'endetter massivement et de perdre le contrôle. Un article de Radio-Canada dénonce la fermeture de nombreuses fermes. Cela reflète le problème que de faire de l'agriculture hors du contexte capitaliste et industriel, c'est risqué au Québec.

Une autre question abordée est celle de la disparité de la population au Québec. Une grande partie de la population habite dans les grands centres et est très peu répartie sur un immense territoire très vide et décentralisé. Cela implique une difficulté supplémentaire d'accès aux marchés et des coûts de production supérieurs. Ce n'est pas évident de percer. De nombreuses productions ne sont pas accessibles aux producteurs surtout dans le domaine animal à cause de la réglementation. "Vendre des légumes à Montréal ou à Gaspé, ce sont des pratiques complètement différentes".

Un autre enjeu lié aux risques de faire de l'économie alternative est de faire de l'économie illégale. Les investissements des fermes sont mis à risque. Il peut y avoir des saisies. Selon le conférencier, "c'est vraiment précaire pour les gens". Le contexte législatif dit : « Embarquez dans l'agriculture industrielle ou prenez vos risques tout seul. » Si les fermes font faillite, elles sont achetées par des grands capitaux nationaux ou étrangers ou bien elles agissent dans l'illégalité et assument les risques que cela implique.

Le conférencier a également abordé la dimension de la solidarité au Québec qui, selon lui, est importante mais difficile. En raison de l'urbanisation, il y a une déconnexion entre les gens qui mangent et les gens qui produisent. Les gens ne vivent plus à la campagne depuis plusieurs générations, ils ne connaissent pas l'agriculture. La population est favorable à la solidarité avec les agriculteurs, mais en même temps les modes de vie sont polluants.

Un dernier sujet abordé dans la conférence a été celui de la réalité des travailleurs étrangers temporaires. Selon le conférencier, la majorité des gens qui travaillent dans les champs sont des travailleurs et des travailleuses temporaires. Ils et elles "sont la colonne vertébrale de notre alimentation, mais nous savons que leur présence ici provient de la précarisation de l'économie de leurs pays en raison des inégalités, de l'impérialisme et du colonialisme occidental".

### **3.1.2. Le Réseau des fermiers de famille au Québec et la Coopérative pour l'agriculture de proximité écologiques (CAPÉ)**

La conférence de Guillaume Loiseau, agriculteur à Rimouski et membre de la CAPÉ et du Réseau des fermiers de famille au Québec a porté sur son expérience en tant que petit agriculteur micro-producteur jardinier maraîcher au Québec et sur le rôle des organisations dans la possibilité de développer l'agriculture à petite échelle. Selon lui, c'est tout un défi d'être un paysan maraîcher au Québec. Il est producteur de légumes diversifiées. Sa ferme produit 64 variétés de légumes et utilise des serres. Elle permet de "faire vivre" 1 famille et 2 employés. Il travaille avec sa conjointe et ils ont deux travailleurs saisonniers. La mise en marché est faite par le Mouvement de l'agriculture soutenue par la communauté.

Selon notre conférencier, au Québec, il y a un retour à des marchés publics locaux qui favorise la mise en marché des petits producteurs. Malgré l'existence d'un mouvement de jeunes agriculteurs "qui ont envie de faire autre chose que de s'allier avec l'agro-industrie", si les petits agriculteurs veulent avoir une petite ferme productive qui arrive à vendre ses légumes sur les marchés, pour démarrer leur entreprise ils doivent passer par le même chemin que l'agriculture industrielle. Ils sont obligés de demander des prêts pour démarrer à la Financière agricole. Ils doivent faire un compte-rendu et suivre la réglementation du Ministère de l'agriculture du Québec. Ils sont aussi obligés de devenir membre du Syndicat unique au Québec : l'UPA. S'ils refusent ce syndicat, ils ne peuvent pas être producteurs. Même s'il se considère comme un producteur à côté du secteur industriel, il est obligé de rendre des comptes à ce modèle d'affaires car il n'y a pas d'autres modèles actuellement au Québec pour arriver à devenir agriculteur maraîcher : "Même si tu te considères paysan, tu es obligé de suivre une réglementation assez sévère. Pression à l'agriculteur car tu ne peux pas conduire ton propre véhicule selon ta propre philosophie".

Guillaume fait partie d'un mouvement établi depuis les années 1990 : Le Réseau des fermiers de famille du Québec. Les agriculteurs de ce réseau ont décidé de s'associer et ont créé la Coopérative de proximité des producteurs écologiques (CAPÉ). Il s'agit d'un mouvement d'agriculture soutenue par la communauté qui s'est bâti un véhicule et un canal de communication. Cela leur a permis de visibiliser et de faire connaître les petits paysans. C'est un porte-voix qui leur permet d'être mieux entendus. Cependant, la production reste assez marginale. Cette agriculture fait le lien direct avec le consommateur. Son premier point est l'agriculture soutenue par la communauté. Cette forme d'économie est en croissance, mais elle reste marginale par rapport aux grands producteurs.

Selon lui, pour entrer dans le réseau de la CAPÉ, "il faut que ça se passe entre les associations et les agriculteurs". Ces derniers sont associés pour la mise en marché de l'agriculture de proximité, mais aussi pour avoir accès à des équipements et à des technologies leur permettant d'avoir une agriculture mieux organisée qui va suivre l'évolution technologique. Pour l'agriculture de proximité et les éco-fermes comme la leur, un point important est d'arriver à faire sa paie et pour cela, il faut "faire des pieds et des mains car ils sont en compétition avec des gros monstres industriels". Il faut qu'ils arrivent "à avoir leur brocoli à 6 dollars" eux aussi pour être compétitifs. Ils essaient d'optimiser la production pour arriver à être compétitifs dans la réalité du marché. Ils doivent arriver à produire leurs légumes, avoir une paie et vendre à des prix compétitifs. Il faut donc optimiser la production pour arriver à être compétitifs. C'est pourquoi il est important de les encourager pour qu'ils puissent "gagner leur pain" en produisant suffisamment.

La CAPÉ échange ces technologies et ces informations pour que les agriculteurs puissent arriver à produire. Selon notre conférencier, ce qui est profitable, c'est qu'ils arrivent à s'encourager les uns les autres et que les petits agriculteurs restent dans le réseau, qu'ils persistent et que ces entreprises réussissent à vivre de leurs productions. Ils échangent "de l'information technologique, économique, l'automatisation en serre, les travaux en champ, les technologies des champs, des techniques de travail que ce soit la machinerie, la manière dont on espace nos légumes, etc". Ces informations sont importantes pour les membres et le réseau sert à créer des liens d'échange. Cette information aide de nombreux producteurs à organiser leur entreprise, à se baser sur des modèles et des informations qui sont déjà établies. Pour démarrer une entreprise, cela aide d'avoir accès à "une littérature, un réseau, des technologies existantes, des technologies de travail qui sont bâties par un réseau". Ils sont appuyés dans leur technologie de travail et leur manière de produire.

La CAPÉ chapeaute l'atelier d'éco-construction. Ils se rassemblent 3 fois par année pour créer de la machinerie. L'Atelier de paysans en France est un groupe qui a décidé de créer un échange de technologies open source. Ils ont un site web qui apporte un plan complet conçu par des ingénieurs de la machinerie agricole pour des petites surfaces. Il soutient qu'il pourrait apporter le plan à un soudeur et il comprendrait le plan car il

respecte les normes des technologies de l'industrie aujourd'hui. Ce réseau sert donc à appuyer les agriculteurs dans leur travail. La CAPÉ met en place également une activité annuelle où ils se rencontrent dans un grand espace pour des colloques, des formations et des échanges informels comme souper ensemble ou prendre une bière. "C'est un des plus grands trésors qu'on peut avoir".

Les discussions entre producteurs permettent de comparer leurs productions, de parler de leurs faiblesses et de leurs forces et "ils rentrent à la maison avec plein d'idées qu'ils vont pouvoir apporter à leurs fermes". Malgré le fait qu'ils soient en compétition avec l'agriculture industrielle, ils se sentent supportés en tant que "petits maraîchers microscopiques" dans le Bas-Saint-Laurent car ils savent qu'ils appartiennent à un mouvement organisé qui est parvenu à effectuer un changement dans le décor de l'agriculture québécoise. Ils font face "à un monstre presque indestructible" : l'agriculture industrielle qui est "tellement énorme qu'il y en a qui disent qu'il n'y a plus rien à faire, mais certains petits producteurs maraîchers arrivent à tirer leur épingle du jeu parce qu'ils s'associent en petits groupes, en petites communautés d'agriculteurs".

Selon Guillaume, la CAPÉ fait en sorte qu'ils parviennent à "changer les choses, à sensibiliser et à démontrer au gouvernement et aux instances telles que l'Union des producteurs agricoles et au Ministère de l'agriculture qu'ils sont vivants, qu'ils sont organisés et que ça a du sens ce qu'ils sont en train de faire". De fait, ils construisent des modèles de résilience et de productions saines et locales et d'alimentation écologique pour le Québec. Au final, Guillaume perdure dans le métier car il y croit et il voit autour de lui qu'il y a une envie de changement. Il voit les gens qui viennent visiter leur ferme se questionner sur les modes de production et sur ce qui se passe aujourd'hui avec l'alimentation. La conclusion, c'est que "les petits producteurs ne sont pas en train de gagner une victoire, mais qu'ils n'abandonneront pas la bataille et qu'ils ne sont pas seuls là-dedans". Ça leur donne le goût de continuer cette agriculture soutenue par la communauté.

### **3.1.3. L'Association de femmes paysannes de Cerrito - Santander (ASOMUARCE)**

La conférence de Gloria Calderon de l'Association des femmes paysannes de Cerrito-Santander (ASOMUARCE) a porté sur l'expérience de travail des femmes dans le territoire de Cerrito. Ces femmes paysannes vivent dans une zone du páramo où l'agriculture prédominante est celle de la pomme de terre, du riz, des légumes, des carottes et des fruits comme les cerises de terre et les pêches. Elles vendent leurs productions sur les marchés publics des grandes villes comme Bogota, Cúcuta, Bucaramanga. Le travail qu'elles réalisent au Cerrito est agro-pastoral parce que c'est une région montagneuse. Certaines familles se consacrent à l'agriculture d'où elles tirent leurs revenus. Elles ont hérité de leurs ancêtres le savoir-faire pour cultiver la terre. Une association de femmes, Artelana, produit aussi de l'artisanat en laine de mouton. Elles trouvent la matière première là où elles vivent. Le travail agricole et pastoral en altitude pour produire de la nourriture qu'elles vont vendre aux marchés est

assez difficile pour les paysannes. Les produits qu'elles utilisent pour réussir à produire comme les engrais sont très chers. Il leur est difficile de produire leur propre nourriture.

Selon notre conférencière, les traités de libre-échange ont fait en sorte que les produits agricoles locaux qui permettaient à leurs ancêtres de vivre, proviennent aujourd'hui de l'étranger. Cela a porté préjudice à l'économie paysanne, surtout aux femmes. Ces dernières sont affectées parce que leur travail comme paysanne n'est plus reconnu. Elles ne reçoivent aucun salaire ni aucune entrée économique pour le travail qu'elles réalisent. Elles aident leurs maris et elles sèment les graines dans la terre. Plusieurs femmes paysannes passent l'année au travail parce qu'en altitude les patates prennent presque une année à pousser. Les femmes font la cuisine pour leurs maris et elles vont leur apporter leur repas sur leur lieu de travail. Ce labeur, elles le réalisent 365 jours par année, mais elles ne sont pas payées pour cela. Souvent, elles se disent que la production ne vaut pas le travail qu'on y met, mais elles continuent à travailler.

D'après Gloria, les produits des paysan.ne.s en Colombie ne valent pas les coûts de production. Les femmes et les hommes paysan.ne.s n'ont pas d'études et ils doivent continuer à travailler dans les champs. Qu'ils et elles aient ou non des bénéfices, c'est ce qu'ils et elles connaissent. Pourtant la production est abondante, "mais l'argent on ne la voit pas". Leurs produits ne sont pas exportés, ils ne vont pas dans d'autres pays. L'unique produit qu'elles exportent est l'uchuva (cerise de terre) qui s'en va au Royaume Uni grâce à une entreprise qui l'exporte. Gloria affirme que la lutte et l'histoire des femmes paysannes de Colombie se poursuivent. Elles travaillent sur différents projets pour commencer à implanter l'agriculture écologique.

#### **3.1.4. Tierra libre**

La conférence de Nubia Carrillo de l'association Tierra libre a porté sur les différentes pratiques en économie solidaire mises en place par cette organisation, créée il y a 16 ans dans la région du Sumapaz. Cette organisation est née d'une initiative d'étudiant.e.s d'origine paysanne de cette région, inscrit.e.s au programme de baccalauréat en agronomie à l'université. Ils et elles voulaient contribuer à la vie paysanne et non seulement se chercher un travail. Au départ, ils et elles étaient situé.e.s à Fusagasuga, puis le projet s'est répandu dans d'autres régions.

Tierra libre se définit comme étant des semences de vie, de dignité et d'espoir, dans un contexte défavorable pour la paysannerie et les familles qui habitent le monde rural. Ce contexte n'est pas facile non plus pour les jeunes. Présentement, la Colombie passe par une crise assez grave due à l'augmentation des prix des intrants pour la production qui met en cause la survie des paysans. Tierra libre est aussi présente à Antioquia, dans le secteur du café et d'autres membres réalisent un travail urbain dans les quartiers populaires de Bogota. Ils ont plusieurs secteurs d'activités. Ils ont toujours pensé qu'ils devaient défendre le territoire qu'il s'agisse d'un páramo (endroit élevé où naissent les sources d'eau douce), d'une rivière, de la mer, de la jungle, pour que cesse

l'expropriation et l'expulsion des campagnes des paysans et de leur famille vers les villes.

Tierra libre a une forte incidence dans le domaine de l'agro-écologie comme manière de produire de façon collective pour défendre le territoire parce que selon eux, s'il n'y a pas de production alimentaire locale, il n'y a pas de possibilités de s'alimenter. Ils ont commencé à rapprocher la production paysanne des consommateurs des villes. Ils croient que c'est un premier pas pour générer la souveraineté alimentaire mise en avant par ce colloque. Ce sont les mêmes problématiques qu'au Québec, le gouvernement n'appuie pas les petits producteurs locaux, il y a beaucoup d'impôts et une désertion du mode de vie paysan. Les jeunes ne veulent plus vivre à la campagne. Pour y habiter, pour défendre les ressources, il est nécessaire de promouvoir d'autres formes de production et ils le réalisent au moyen du processus pédagogique et éducatif au sein de Tierra libre.

Tout cela pour pouvoir vivre dignement : le bien vivre (le buen vivir). C'est ce que plusieurs d'entre eux vivent en ce moment, ils veulent vivre dans des conditions dignes pour pouvoir être tranquilles. Ils habitent le plus grand páramo au monde. Il s'agit du grenier agricole de Bogota, d'Ibague, de Fusagasuga, d'Arbelaez, et de Pasca. Beaucoup de nourriture est produite pour alimenter ces villes. Les jeunes de Tierra libre souhaitent poursuivre l'héritage de la lutte paysanne qui a été livré dans le Sumapaz. Antérieurement, ce territoire était constitué de nombreuses fermes de grands propriétaires terriens et de producteurs de café où les petits paysans n'étaient que des journaliers.

Après la lutte historique qu'ils ont menée, les petits producteurs se sont émancipés de cette tutelle et maintenant ils sont propriétaires de nombreuses petites exploitations de quelques hectares avec d'autres paysans qui proviennent d'une culture paysanne et de cette lutte paysanne d'il y a plusieurs années. Ils travaillent à Fusa, Pasca, Sylvania, Tibacui, Arbelaez et à Pan dans la province de Sumapaz.

Pour renforcer son axe de souveraineté alimentaire, agro-écologique et d'économie solidaire comme premier espace, des processus de formation existent. D'abord, ils ont construit les écoles paysannes agro-écologiques qui sont des espaces d'échange des savoirs locaux. Ils y préservent les savoirs ancestraux des paysans. Il y a une quantité de savoirs que les gens ont pour produire, mais cela se perd avec le temps. La seconde étape consiste à récupérer ces modes de production. Ils partagent ces savoirs, réalisent des ateliers, échangent des semences, élaborent des engrais qui leur permettent de produire dans le sens d'une transition écologique. Dans n'importe quel endroit du pays, ils vivent les mêmes problèmes d'approvisionnement en eau, de manque de routes, d'absence d'aide de l'État qui fait que les communautés commencent à s'organiser elles-mêmes pour améliorer leur subsistance. Il ne s'agit pas uniquement de la partie technique, mais comment on organise le territoire et comment on commence à

proposer à ses voisins qui ont besoin de construire des espaces pour avoir une voix au chapitre dans la politique locale ou municipale.

Il y a aussi quelques diplômes et séminaires en agro-écologie qui sont offerts périodiquement grâce à la collaboration des professeurs proches du mouvement comme Jairo Restrepo, Sebastian Pinera et Nacho Zamora. Ces derniers ont toujours travaillé dans la construction d'alternatives de productions nouvelles. Avec eux, ils ont offert six diplômes internationaux où des gens de plusieurs pays assistent, reçoivent des connaissances et les reproduisent ensuite. Les écoles paysannes agro-écologiques, ce sont des enseignements et des apprentissages, mais aussi des écoles expérimentales dans les fermes des personnes qui assistent aux écoles paysannes pour que cette expérience permette de voir le résultat. Selon eux, il faut voir pour croire. Si les paysans voient, ils ont confiance et ils commencent à réfléchir où est-ce qu'ils vont réaliser les sessions de formation.

En 2021, ils ont fondé l'École nationale agro-écologique. C'est un pas de géant parce que, comme Tierra libre, ils sont très centrés sur le local. Maintenant, ils échangent des savoirs avec plusieurs organisations au niveau national. Ils dirigent ce processus afin que beaucoup plus de gens fassent de l'agro-écologie et vivent leurs propres expériences de production locale et puissent échanger et voir comment le fait un grand mouvement national agro-écologique. Ils sont engagés dans ce processus en ayant à l'esprit la construction de cette école nationale. C'est intéressant puisque les régions ne sont pas les mêmes. Ils ont des manières différentes de voir le territoire. C'est enrichissant.

La production agro-écologique renforce les fermes. Il y a eu de belles expériences comme les éco-fabriques paysannes. Ils ont pu expérimenter des espaces pour produire des engrais de façon agro-écologique de type organique. Ce sont des noyaux de 10 à 15 familles qui produisent pour eux-mêmes des quantités considérables pour que cela vaille la peine de répartir la production dans leur voisinage.

Le grand problème à la campagne, c'est qu'ils ont vécu un succès de vente inespéré. Ils rendent réelle l'économie solidaire et le commerce équitable. Cela démontre que l'économie solidaire, les circuits courts de commercialisation, les réseaux agro-alimentaires, sont fonctionnels quand on travaille en équipe. À Fusagasuga, 48 producteurs, dont 20 hommes et 28 femmes et 4 associations paysannes, fournissent les aliments à l'éco-marché qui réalise le processus de commercialisation pour rejoindre les consommateurs. Cette approche se réalise de manière juste et équitable, c'est pourquoi l'éco-marché est un bon modèle de commercialisation. Il donne des fruits après seulement 5 ans d'existence. Ils continuent à évaluer comment ils peuvent s'adjoindre d'autres producteurs, mais aussi d'autres consommateurs qui comprennent que la production paysanne est en danger. Ils doivent comprendre qu'ils ont besoin d'une production locale pour alimenter leurs familles. La pandémie a démontré qu'il n'est pas fonctionnel que les aliments parcourent des centaines de km pour que nous puissions continuer à nous alimenter. Pendant la pandémie, les gens se sont beaucoup

rapprochés de l'éco-marché parce que c'était l'un des rares endroits qui avait des produits à offrir, qui avait des aliments sous la main parce qu'ils sont produits par des paysans de la région.

L'éco-marché est un espace qui se renforce et ouvre de nouveaux espaces pour pouvoir amener des produits au consommateur afin que les propositions de Tierra libre soient connues à Bogota et dans d'autres villes. En montrant les produits paysans, des produits agro-écologiques propres ou de transition, la transformation artisanale peut rejoindre bien plus de gens qui peuvent croire en ce projet d'une économie plus proche où le transport n'est pas énorme. Ceci permet de réduire les coûts de production pour le consommateur. L'éco-marché est en train de générer un système de garanties d'achats et de ventes participatives. Cela n'a pas été facile et ils veulent que les consommateurs s'approchent davantage pour créer ce réseau. En plus de l'éco-marché comme espace fixe, ils appuient aussi des marchés paysans. Certains espaces se sont bureaucratisés, d'autres n'ont pas fonctionné. Les marchés paysans sont une alternative pour continuer dans cette voie pour montrer aux consommateurs la production paysanne locale.

Les marchés paysans, en alliance avec le Secrétariat à l'agriculture, où les agriculteurs viennent offrir leurs produits, permettent de rejoindre encore plus de gens. Ils le font localement, mais Tierra libre essaie d'organiser ces espaces avec l'éco-marché en faisant la promotion et l'annonce que la souveraineté alimentaire est possible à partir de n'importe quel espace cultivable. Mais elle ne peut le faire seule, d'où l'importance de continuer à construire l'organisation paysanne. En Colombie, il existe de nombreuses expériences d'organisations paysannes. Il est impossible de le faire seule. Ils travaillent à renforcer les associations paysannes locales, les coopératives ou d'autres formes d'organisation, pour continuer d'offrir la production en générant des alternatives de commercialisation. Il y a eu un grand effort pour renforcer l'association paysanne du Sumapaz. Il s'agit d'entrer en dialogue avec les municipalités locales pour commencer à influencer les politiques publiques.

À partir de la loi de 2021 d'achats publics, ils ont essayé de participer à des discussions avec plusieurs conseils municipaux. Comment est-ce que les achats publics dans les villes devraient être gérés ? Selon la conférencière, il faut participer aux débats et s'assurer que les gens s'organisent. La nouvelle loi met l'accent sur l'appui aux associations. Il est important de s'associer pour générer une bonne production pour qu'ils puissent croire que les petits et moyens paysans peuvent s'associer et fournir les aliments dont ont besoin ces achats publics. Des rencontres paysannes sont organisées pour discuter. Les résultats sont intéressants. Il est important d'arriver aux lieux de prises de décisions des mairies locales et des comités d'actions communales, de continuer de s'organiser, d'effectuer des plans de production et de souveraineté alimentaire produits par les écoles paysannes. Il faut voir ce qu'ils veulent produire et comment ils veulent le faire. Comment veulent-ils s'auto-suffire et rejoindre d'autres consommateurs non seulement en produisant, mais aussi en protégeant le territoire.

Ils se sentent menacés par l'arrivée de l'extractivisme, des sociétés minières, des entreprises qui veulent faire du fracking. Plusieurs associations se sont unies pour s'opposer à la fracturation pour obtenir le gaz de schiste. Il faut défendre les paysans et la souveraineté alimentaire en faisant des propositions de production et de commercialisation en démontrant que les paysans sont capables de soutenir l'alimentation de la région. Ils et elles font ce travail avec des femmes et des hommes, mais aussi en s'efforçant de rejoindre les jeunes pour qu'ils ne quittent pas leur village, en créant des alternatives pour qu'ils y demeurent. De nombreux jeunes ont dû quitter leur village pour aller étudier. Ils sont en train de revenir à leurs lieux d'origine. Ils essaient aussi de faire quelque chose. C'est difficile parce que les assemblées communales ne sont pas des lieux faciles à intégrer. Ils essaient de les rejoindre pour voir comment ils perçoivent ces assemblées. Ce qui est difficile avec les jeunes, c'est qu'avec Internet et les moyens de communication, ils ont une autre vision de la réalité.

L'idée est de créer des espaces agro-écologiques comme manière inédite de production. À un moment, les associations ont organisé un laboratoire paysan où les jeunes ont développé le sens de la commercialisation et de la transformation des produits. Une question se pose, comment réaliser des processus de transformation, construire des bibliothèques communautaires, des espaces de musique, d'art qui soient proches du milieu rural ?

L'idée est de créer des espaces de transformation et d'apprentissage comme le jardinage, des espaces culturels où ils puissent apprendre à jouer de la guitare, à faire du théâtre, à réaliser des émissions de radio communautaires, en essayant de voir comment ces alternatives peuvent contribuer à appuyer et à construire pour que les jeunes croient que cela est possible à la campagne. Il n'y a pas beaucoup de conditions favorables pour que les jeunes demeurent et soient cette relève dont les parents ont besoin pour continuer à produire de la nourriture pour tant de gens dans le pays.

Les associations travaillent aussi avec les femmes en faisant la promotion de la reconnaissance de leur travail en ce qui a trait à l'économie du soin, de la production d'aliments pour la maison. L'économie du soin est un apport considérable à l'économie familiale qui n'est pas rémunéré. Elles représentent une part importante de l'organisation des petites communautés. Elles sont présentes dans les écoles paysannes, dans les assemblées d'action communale, dans plusieurs espaces organisationnels.

Il existe aussi la *Ferme école libre* pour réaliser la transition agro-écologique et démontrer qu'il est possible de produire d'une autre manière ainsi que la *Caravane de défense du territoire* qui lutte contre la fracking. Le Comité environnemental Puzunga est le promoteur de la consultation populaire qui a été réalisée à Fusagasuga. Ils ont réalisé plusieurs activités de promotion de la défense de l'eau et du territoire afin que les gens ne laissent pas s'installer les sociétés minières et les multinationales. Ce fut la première consultation populaire contre le fracking qui a été gagnée au pays.

### 3.2. Discussions avec les participants

Après les présentations, les conférenciers ont discuté de plusieurs questions posées par les participants au colloque. Une première thématique de discussion a porté sur les enjeux liés à l'accès à la terre :

- Dans le contexte du Québec, la difficulté à trouver des petites extensions de terre pour l'agriculture à petite échelle est apparue comme étant un enjeu important. Ce qui prédomine sont les grandes extensions de terre, ce qui serait lié à la loi pour la protection du territoire agricole qui visait à freiner l'étalement urbain. Une solution serait de permettre le morcellement de certaines terres en préservant leur usage agricole.
- L'effet de la disparition des petites exploitations de terre sur la dévitalisation des campagnes a été soulevé. L'agro-écologie peut aider à contrer les effets sociaux de la dévitalisation des campagnes sur les communautés rurales. De nombreux problèmes psychosociaux sont attribuables à cet isolement des producteurs agricoles.
- Le prix élevé des terres à proximité des villes limite l'accès à la terre pour les petits producteurs.
- Dans le contexte colombien, un grave problème de concentration de la terre a été soulevé. Des 25 millions d'hectares disponibles, 22 millions appartiennent à de grands propriétaires terriens. Des 36 millions d'hectares non cultivés, seulement 6 millions sont vraiment cultivables.
- Au cours des dernières décennies, le paramilitarisme et la logique néolibérale ont dépossédé 12 millions d'hectares. Du total des terres cultivables en Colombie, seulement 6 millions sont en production. Au cours des derniers temps, il y a eu une tentative de récupérer 8 millions d'hectares usurpés pendant le conflit armé. L'Unité de restitution de terres a élaboré un plan pour revendiquer 7 millions d'hectares, mais elle n'a pu en récupérer que 2 millions et demi, sans avoir obtenu aucun appui formel. Dans le plan de paix, seulement 4 lignes traitent de cette question.
- Un autre enjeu est celui des terres qui ne sont pas productives. Il y a beaucoup de terres qui sont entre les mains des grands propriétaires terriens et qui ne sont pas exploitées. Il y a aussi de nombreuses terres abandonnées en possession de l'État. Celui-ci, à travers l'Agence nationale des terres n'a pas été diligent dans son rôle de distribution à des personnes sans terre. De nombreux paysans vivent dans des espaces très réduits en réalisant des tours de magie pour pouvoir produire des aliments pour les grandes villes. Ce sont des petits et des moyens producteurs qui produisent de la nourriture et fournissent les marchés urbains.

- En tant que femmes, l'accès à la terre est encore plus compliqué. Depuis toujours, l'accès à la propriété des terres a été un problème. Les maris sont ceux qui apparaissent sur les titres de propriété. L'agriculture est un territoire machiste, dans de nombreux cas, les époux ne permettent pas aux femmes d'avoir un espace pour faire un jardin parce qu'elles ne sont pas inscrites sur le titre de propriété.
- Les femmes luttent pour obtenir leur inscription sur les titres de propriété. Elles cultivent ce que leurs maris leur permettent et ne peuvent pas être autonomes avec leur jardin. S'ils leur disent de ne planter que des pommes de terre, c'est ce qu'elles font. Elles n'ont pas le droit de semer ce qu'elles veulent. C'est l'une des principales revendications des organisations paysannes féminines. Elles exigent une loi qui les aide pour que les terres soient partagées entre l'époux et l'épouse et que les deux soient considérés comme des égaux. La possession des terres est très difficile pour elles pour qu'elles puissent les travailler. En Colombie, 80% des terres sont la propriété des hommes.

Un autre grand enjeu soulevé est celui du prix des intrants chimiques qui font grimper les coûts de production et par conséquent le prix des aliments. Une solution à cela est l'agriculture à petite échelle :

- Il s'agit d'un problème agro-industriel. MONOMEROS est une entreprise qui a été créée avec les capitaux de Pétrole du Venezuela (PDVESA) et Ecopetrol dont le siège social est situé à Barranquilla et Cartagène. Monomeros a été exproprié par le gouvernement d'Ivan Duque pour être octroyé à Juan Guaido, auto-proclamé président du Venezuela. Cette entreprise produisait les principaux engrais chimiques pour l'agro-industrie. En disloquant cette entreprise, les intrants de la production agricole en Colombie proviennent maintenant de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie. En raison de l'embargo contre la Russie et de la guerre en Ukraine, cela fait en sorte que le prix des produits a augmenté de 1000% à 2000% depuis l'an dernier. Les pommes de terre, les œufs, le panier alimentaire de base, valaient le tiers de ce qu'ils coûtent présentement, et cela ne va pas baisser. Il y a un problème qui n'est pas seulement de production, mais de politique agricole.
- L'augmentation des prix du panier d'épicerie familial peut être considérée comme étant un problème de politique agricole. Le problème structurel est celui de la production agricole. La Colombie importe 36 millions de tonnes d'aliments chaque année. Elle importe également 6 millions de tonnes d'intrant en raison de la pandémie et de l'arrêt de production de la firme Monomeros. Ce pays a un déficit chronique de lait, de céréales. Une solution possible est de favoriser des circuits courts de production et de potentialiser les produits d'exportation qui ont une valeur ajoutée. L'économie paysanne solidaire demeure un facteur fondamental pour atteindre la souveraineté alimentaire. Grâce au travail des

organisations paysannes, pendant la pandémie, ils ont créé des marchés locaux, des paniers paysans. Ils ont obtenu la loi des achats locaux pour les institutions publiques, mais ils ne sont pas encore parvenus à obtenir un résultat politique en ce domaine.

Une autre question concerne le financement des organisations paysannes :

- Dans le cas de Tierra libre, depuis quelques années ils sont parvenus à obtenir certains financements pour que quelques personnes soutiennent le processus local. Avec le magasin, ils ont atteint un point d'équilibre, l'éco-dépanneur survit de lui-même. Avec les projets paysans, ils ont obtenu des financements qui proviennent d'un appui à la souveraineté alimentaire, en appui à la commercialisation des produits des femmes paysannes, mais ce ne fut pas du jour au lendemain. Ils ont dû parcourir un long processus pour obtenir ces fonds de la coopération. Les membres de Tierra libre qui ont un revenu additionnel, parce qu'ils sont à la base une association bénévole, contribuent à l'organisation selon leurs moyens afin que ceux qui s'y engagent à temps plein puissent subsister. Plusieurs travaillent à contrat.

Une question importante discutée est celle des barrières imposées par la régulation aux petits producteurs :

- Au Québec, les régulations gouvernementales en matière de production sont faites pour satisfaire les besoins des grands producteurs agricoles. La législation permet de subventionner les grands producteurs, mais pas les petits. Le ministère de l'agriculture génère des alliances productives pour que les producteurs s'associent, ce qui n'est pas mal, mais il leur impose une quantité de normes sanitaires. Les petits et moyens producteurs n'ont pas les capacités techniques pour améliorer les cultures alors ces associations commencent à le faire, mais l'assistance technique et les subsides sont minimaux voire nuls. Cependant, ils commencent à avoir des problèmes à l'intérieur de ces mêmes associations fondées par les alliances productives parce qu'il n'y a pas un accompagnement de l'État. On leur propose une alliance commerciale, mais il n'y a pas d'accompagnement dans la production, ainsi on assiste à des baisses de production. On leur dit que le produit n'a pas la qualité qu'ils exigent, que les volumes sont trop bas, les producteurs commencent à ne plus croire en leur association et dans les alliances de production. Une autre stratégie employée, c'est qu'il y a des petits producteurs qui doivent s'associer à de grands producteurs, mais l'alliance n'est pas équitable et cela se termine en faveur du grand producteur en ce qui concerne les stratégies de commercialisation.

- En Colombie, il y a quelque chose de très important dans la législation des produits comme la panela (sucre de canne brut), le lait, les œufs, des produits des petits et moyens agriculteurs, de l'agriculture paysanne. Il existe des lois qui sont en train de nuire aux petits producteurs en imposant des paramètres de production qui leur sont dommageables. Par exemple, le lait cru ne peut plus être vendu ou transporté comme auparavant. Les réglementations visent à standardiser les modes de production artisanaux. Pour les œufs, il y a aussi de nouveaux règlements qui favorisent les grands poulaillers et les grandes entreprises qui ont toutes les capacités de production à grande échelle. Mais les petits producteurs n'ont plus les conditions d'assistance technique et d'expertise agronomique pour améliorer leur production. Cela fait en sorte que plusieurs organisations luttent parce que si elles proviennent d'une agriculture paysanne et qu'elles doivent se soumettre à certaines règles d'innocuité, de salubrité, elles doivent penser comment s'appuyer mutuellement pour que ce processus de transition soit plus accessible pour le petit et moyen agriculteur.
- Un autre enjeu auquel font face les personnes qui produisent de manière organique, ce sont les certifications organiques. C'est une grande barrière pour ceux qui veulent commercialiser des produits artisanaux ou agro-écologiques. Les certifications sont très chères et les associations ne peuvent pas payer ces coûts si élevés pour obtenir une certification organique. Ce sont des certifications internationales qui empêchent d'avoir une certification. Tierra libre développe alors des systèmes de garanties participatives dans les magasins écologiques. D'autres organisations travaillent dans le même sens et cela fonctionne. Ce système de garanties participatives permet au consommateur d'avoir confiance et de savoir d'où viennent les produits, comment ils sont faits et qui les produit. Ils peuvent avoir ce sceau de confiance entre partenaires et ils n'auront pas à payer un prix additionnel pour un certificat qui vient de l'étranger pour garantir la qualité biologique de leur produit.

### **3.3. Propositions d'actions de solidarité entre les organisations Québec-Colombie**

Le deuxième jour du colloque, les discussions ont été guidées par les questions suivantes : Comment développer la solidarité entre les organisations au Québec et en Colombie ? Quelles possibilités pourrait-on se donner d'échanger des savoirs sur les manières de produire et les techniques de production ? Quelles possibilités d'échanges au niveau de la construction des organisations ? Comment développer une solidarité qui soit favorable aux femmes paysannes ? Comment créer des opportunités économiques conjointes ?

Une première réflexion développée a concerné le manque de ressources des organisations paysannes pour permettre une coopération réelle. Cependant, plusieurs voies ont été énoncées afin de développer des liens de solidarité entre les organisations qui ont participé au colloque. Les participant.e.s ont exprimé que les échanges d'expériences et de connaissances qui avaient eu lieu pendant le colloque étaient déjà

une forme de solidarité très enrichissante pour toutes les parties. Il faudrait continuer à développer les liens de solidarité entre les paysan.n.e.s colombien.n.es et québécois.e.s. Une première piste explorée a été la possibilité d'exporter des produits colombiens au Québec, notamment du café, de la laine ou des ponchos en laine produits par Artelana.

Une autre possibilité a été de demander des subventions au gouvernement du Québec et à l'Association québécoise de coopération internationale afin de pouvoir continuer à développer les échanges de savoirs, de techniques, de produits, de formations et organisationnels entre les parties prenantes. Une possibilité serait d'envoyer une délégation de Québécois afin de visiter les organisations paysannes en Colombie. Une autre option serait de faire venir au Québec des représentantes de Campesina digna, Artelana et Tierra libre. L'idée serait d'organiser une foire paysanne ou un forum paysan où il y aurait un échange de savoirs culturels sur les manières de cultiver la terre. Il y aurait un échange de techniques entre Tierra libre qui offre déjà des formations en techniques de production en agriculture biologique, la CAPÉ qui pourrait échanger des savoirs sur les machines et technologies de production et l'Union paysanne. Artelana pourrait donner une formation en techniques de travail de la laine et tissus. Ces échanges interculturels seraient une manière d'appuyer les organisations de femmes et d'aider à résoudre les enjeux liés à la situation de pouvoir défavorable aux femmes paysannes.

L'idée serait aussi qu'il puisse y avoir un échange de produits. Les organisations colombiennes pourraient apporter au Québec des échantillons qui pourraient être vendus pendant l'événement, comme des ponchos ou du café. Ce serait aussi l'occasion de mettre en place un marché local de produits québécois. Des échanges culinaires de recettes et de plats auraient également lieu.

De la même manière, les échanges visent à renforcer les capacités organisationnelles au Québec. Notamment, l'organisation Tierra libre est très forte en organisation paysanne et travail associatif et pourrait échanger des connaissances afin d'aider à renforcer les organisations paysannes au Québec. Également, ASOMUARCE peut transmettre des connaissances et des pratiques afin d'aider à renforcer les capacités organisationnelles des organisations de femmes paysannes au Québec. Il y a actuellement au Québec un besoin flagrant de renforcer les liens sociaux au niveau des organisations paysannes.

## Références :

Berger, Peter, and Thomas Luckmann. "The social construction of reality." *Social Theory Re-Wired*. Routledge, 2016. 110-122.

Castañó, R. (2002). Colombia y el modelo neoliberal. *Recuperado de [http://www.saber.ula.ve/bitstream/123456789/17535/2/ricardo\\_castano.pdf](http://www.saber.ula.ve/bitstream/123456789/17535/2/ricardo_castano.pdf)*.

De Guevara, R. D. L., Prieto, A. V., Blanco, L., Roa, E., Cáceres, L. S., & Vargas, L. A. (2018). Características de la economía solidaria colombiana. Aproximaciones a las corrientes influyentes en Colombia. *CIRIEC-España*, (93), 85-113.

Grajales, J. (2021). *Agrarian Capitalism, War and Peace in Colombia: Beyond Dispossession*. Routledge.

Guerra, P. (2010). La economía solidaria en Latinoamérica. *Papeles de relaciones ecosociales y cambio global*, 110(1), 67-76.

Kalmanovitz, S. (2015). Breve historia económica de Colombia.

Union paysanne. (2007). Repenser l'agriculture et l'agroalimentaire pour nourrir adéquatement Lanaudière et le Québec d'aujourd'hui à demain Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. [Microsoft Word - Memoire CAAAQ UnionPaysannedeLanaudiere 26 mars2007\[1\].doc](#)

Union paysanne. 2007b. Mémoire de l'Union paysanne présenté devant la commission sur l'avenir de l'agriculture par Maxime Laplante, agr. [Mmoire de l'Union paysanne](#)

Weber, M. (1981), Some Categories of Interpretive Sociology. *SociologicalQuarterly*, 22: 151-180. <https://doi.org/10.1111/j.1533-8525.1981.tb00654.x>